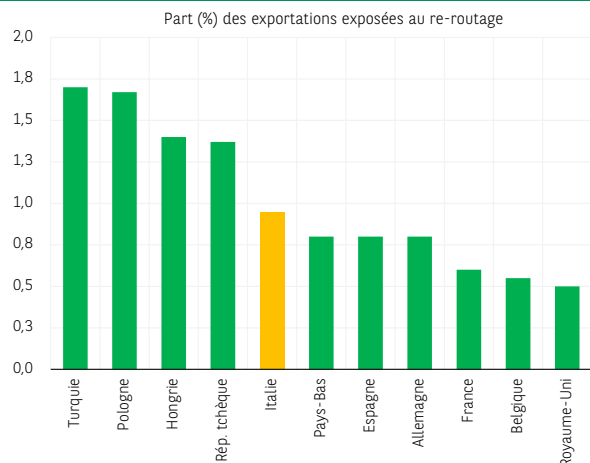


DROITS DE DOUANE AMÉRICAINS ET RÉORIENTATION DES EXPORTATIONS CHINOISES : LE CAS DE L'ITALIE

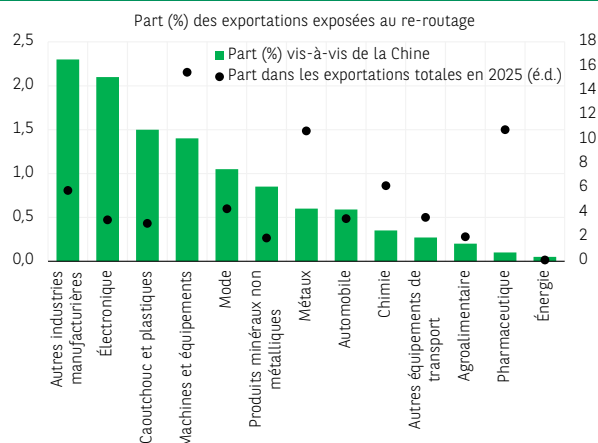
En 2025, les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine ont conduit à une forte baisse des importations américaines en provenance de celle-ci. À l'inverse, les exportations de produits chinois vers d'autres régions du monde ont augmenté, signe avant-coureur d'une réorganisation des échanges. Dans le cas de l'Italie, si elle reste limitée, la réorientation des exportations chinoises n'en est pas moins notable, tout en ne concernant que des secteurs spécifiques. En parallèle, le pays pourrait tirer profit de la baisse du coût des biens intermédiaires et des biens d'équipement chinois. Ses entreprises font état d'une pression concurrentielle accrue et d'une plus grande incertitude, en particulier parmi les exportateurs. Malgré les difficultés liées aux nouveaux droits de douane et à la réorientation des produits chinois, les exportations italiennes ont fait preuve de résilience en 2025. Elles ont augmenté, y compris à destination des États-Unis.

Le détournement des flux commerciaux de biens chinois pourrait avoir un impact limité sur les exportations italiennes, mais supérieur à celui observé pour l'Allemagne et la France



SOURCES: BANQUE D'ITALIE, ISTAT, CALCULS BNL

L'exposition sectorielle de l'Italie au détournement des échanges commerciaux avec la Chine varie fortement selon les secteurs



SOURCES: BANQUE D'ITALIE, ISTAT, CALCULS BNL

Les importations américaines ont nettement faibli en 2025, tirées vers le bas par la chute des importations en provenance de Chine dans un contexte d'escalade des tensions commerciales. Malgré une baisse de 20% vers les États-Unis, les exportations chinoises ont, dans le même temps, globalement bien résisté¹, augmentant de +5,5%. Elles ont, en effet, continué de croître fortement à destination d'autres régions du monde, notamment la zone euro (+8%), l'ASEAN (+13%), l'Amérique latine (+7%) et l'Afrique (+26%). Or, la question centrale qui se pose est de savoir dans quelle mesure cela reflète la réorientation des échanges commerciaux, en réponse à la hausse des droits de douane américains, ou d'autres mécanismes d'ajustement. En effet, les retards dans l'application des nouveaux droits de douane et l'incertitude politique compliquent l'évaluation d'une réorganisation des échanges induite par ces droits de douane.

Bien que l'on dispose de peu des données empiriques pour le moment, les premiers signes d'un détournement des échanges commerciaux sont visibles, en particulier dans le secteur des biens de consommation chinois, où la hausse des droits de douane américains s'accompagne d'une croissance plus forte des exportations chinoises vers d'autres pays. Sur la base d'hypothèses alternatives relatives à l'élasticité des échanges commerciaux², la baisse des exportations chinoises vers les États-Unis pourrait être comprise entre USD 90 et 310 mds par an³.

La Banque d'Italie a évalué, pour un groupe de pays donné, la part des exportations chinoises qui pourrait être réorientée afin d'absorber l'offre excédentaire résultant de l'évolution des échanges commerciaux⁴. Pour l'Italie, cette part serait de seulement 1% des exportations totales dans le scénario d'une élasticité maximale (soit environ EUR 6,4 mds).

1 BCE, *Global trade redirection: tracking the role of trade diversion from US tariffs in Chinese export developments*, Bulletin économique, numéro 1 / 2026.

2 Borne basse de -0,75 et borne haute de -2,5, conformément aux estimations au vu de du conflit commercial entre les États-Unis et la Chine en 2018-2019.

3 Banque d'Italie, *The effects of US tariffs on Italian firms: an ex ante micro-level perspective*, *Questioni di economia e finanza*, n° 994, décembre 2025.

4 Pour chaque produit, les exportations chinoises destinées à l'origine aux États-Unis sont réorientées vers d'autres pays proportionnellement à la part actuelle des exportations chinoises dans chaque pays. On suppose que, sur chaque marché, l'excédent de produits chinois évince les producteurs étrangers en fonction de leurs parts de marché respectives.

Bien qu'elle soit inférieure à celle de la plupart des économies émergentes, cette part est l'une des plus élevées des économies avancées, en particulier par rapport à l'Allemagne et à la France (*voir graphique de gauche*). Dans le cas d'une élasticité minimale, cette part tombe à 0,3% (environ EUR 1,9 md).

Exposition sectorielle de l'Italie au détournement commercial chinois

L'impact varie considérablement d'un secteur à l'autre (*voir graphique de droite*). Les plus touchés sont les « autres industries manufacturières » (notamment les jouets), l'électronique, le caoutchouc et les plastiques, ainsi que les machines. En revanche, les produits pharmaceutiques et les équipements de transport, bien que fortement frappés par les droits de douane américains, sont moins exposés que la moyenne des secteurs au détournement commercial.

Dans le même temps, l'afflux supplémentaire de produits chinois pourrait réduire le coût des intrants pour les entreprises italiennes. Environ 60% des importations italiennes en provenance de Chine sont constituées de biens intermédiaires et d'équipements. La réorganisation des flux commerciaux pourrait donc agir comme un choc d'offre positif pour les entreprises qui utilisent ces intrants, et ainsi réduire leurs coûts de production dans certains secteurs.

Entre mai et juin 2025, une enquête sur les prévisions d'inflation et de croissance, menée par la Banque d'Italie auprès des entreprises italiennes, a permis de recueillir leurs anticipations au regard des effets potentiels, à court terme, de l'augmentation de l'offre chinoise sur leurs marchés de référence. Ainsi, 34% des entreprises manufacturières et 24% des entreprises de services anticipaient une hausse de la pression concurrentielle chinoise, les exportateurs étant les plus nombreux. Pour la plupart, l'intensification de la concurrence et la pression à la baisse sur les prix de vente constituaient le principal canal de transmission. Une part plus faible, mais néanmoins significative, a mis en avant la baisse du prix des intrants intermédiaires. Les entreprises les plus exposées au détournement commercial chinois ont également fait état d'une incertitude accrue à moyen terme et d'une plus grande prudence dans leurs plans d'investissement.

Dans le contexte international actuel difficile, marqué par des tensions commerciales et la mutation des flux mondiaux, l'impact global des nouveaux droits de douane américains a toutefois été, pour l'heure, plus modéré que prévu. Les exportations italiennes ont mieux résisté que prévu, enregistrant une hausse annuelle de 3,3%. Les performances ont été particulièrement solides vis-à-vis des États-Unis (+7,2%), qui restent le deuxième marché d'exportation de l'Italie derrière l'Allemagne. L'excédent commercial italien a atteint EUR 50,746 mds, soutenu largement par l'important excédent des produits non énergétiques qui se monte à EUR 97,685 mds.

Simona Costagli

simona.costagli@bnpparibas.com



RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

ECOINSIGHT

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

ECOPERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principales économies, développées et émergentes

ECOFASH

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...

ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...

ECOPULSE

Baromètre mensuel des indicateurs conjoncturels des principales économies de l'OCDE

ECOCHARTS

Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

ECOTV

Quel est l'évènement du mois ?
La réponse dans vos quatre minutes d'économie

EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT
voir le site des études économiques

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN
voir la page **linkedin** des études économiques

OU TWITTER
voir la page **twitter** des études économiques



Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détener une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site <https://globalmarkets.bnpparibas.com>.

Pour les avertissements par pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésil, Turquie, Israël, Bahreïn, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taiwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez consulter le document suivant :

https://economic-research.bnpparibas.com/LegalNotice/Markets_360_Country_Specific_Notices.pdf

© BNP Paribas (2025). Tous droits réservés.

Pour vous abonner à nos publications :

ÉTUDES **ÉCONOMIQUES**



Bulletin publié par les Etudes Economiques - BNP PARIBAS

Siège social : 16 boulevard des Italiens - 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34

Internet : www.group.bnpparibas - www.economic-research.bnpparibas.com

Directeur de la publication : Jean Lemierre

Directrice de la rédaction : Isabelle Mateos y Lago



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change